



International
Labour
Office



TENDANCES MONDIALES DE L'EMPLOI *RÉSUMÉ, janvier 2007*

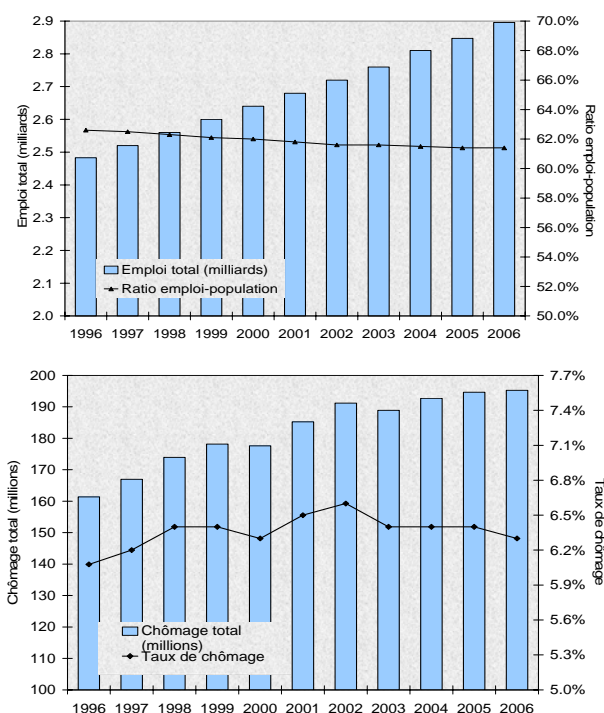
Situation mondiale de l'emploi

La forte croissance du PIB mondial en 2006 a entraîné la stabilisation des marchés du travail dans le monde, les personnes au travail¹ étant plus nombreuses qu'en 2005. En même temps, le nombre de chômeurs (195.2 millions au total) était un peu plus élevé. Le chômage global n'a guère changé par rapport à l'année précédente et s'est établi à 6,3 % en 2006 (figure 1).

Cela a confirmé la tendance des dernières années, la forte croissance économique ne s'étant pas traduite par une baisse sensible du chômage ou de la pauvreté chez les travailleurs. La tendance semble devoir se maintenir en 2007, la croissance escomptée de 4,9 %² étant susceptible de contenir le chômage à peu près au niveau enregistré l'an dernier. La persistance du chômage à ce taux est préoccupante, car il sera difficile de soutenir indéfiniment une croissance aussi vigoureuse. De plus, alors que le pourcentage de travailleurs pauvres dans l'emploi total a diminué ces 10 dernières années, le nombre de travailleurs vivant avec 2 dollars EU par jour ne cesse de croître en termes absolus, atteignant 1,37 milliards en 2006. Pour maîtriser durablement le chômage et la pauvreté au travail, il est essentiel de mieux profiter des périodes de forte croissance pour créer des emplois plus décents et productifs. La réduction du

chômage et de la pauvreté au travail par la création de tels emplois doit être considérée comme une condition préalable à une croissance soutenue.

Figure 1. Tendances mondiales de l'emploi et du chômage, 1996-2006*



Source : BIT, *Modèle des tendances mondiales de l'emploi, 2007* ; voir aussi la note du tableau 1.*Les données de 2006 sont préliminaires.

Fin 2006, 2,9 milliards de personnes âgées de 15 ans et plus étaient au travail, soit une hausse de 1,6 % par rapport à 2005 et de 16.6 % depuis 1996.³ Il

¹ L'expression «au travail» désigne globalement toutes les personnes employées selon la définition du BIT, c'est-à-dire les travailleurs autonomes, les employés, les employeurs ainsi que les membres de la famille non rémunérés. Les termes «employés» et «au travail» sont utilisés comme synonymes dans le présent document.

² FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, Washington, septembre 2006, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2006/02/data/index.aspx>

³ Les informations sur les marchés du travail nationaux nécessaires pour rétablir les estimations mondiales et régionales sont tirées de BIT, *Indicateurs clés du marché du travail*

est difficile d'estimer le nombre de nouveaux emplois décents créés en 2006, mais la proportion de travailleurs pauvres dans l'emploi total ayant baissé de 54,8 % en 1996 à 47,4 % en 2006, il est probable qu'au moins certains emplois aient été assez productifs pour que leurs détenteurs et leurs familles puissent s'affranchir de la pauvreté.

Au cours de la dernière décennie, on a noté une baisse de la proportion de la population d'âge actif (15 ans et plus) ayant un emploi (ratio emploi-population). Elle était de 61,4 % en 2006, soit 1,2 point de pourcentage de moins qu'il y a 10 ans (figure 1 et tableau 3). La baisse était plus marquée chez les jeunes (15-24 ans). Dans ce groupe, le ratio a chuté de 51 % en 1996 à 46,8 % en 2006. La proportion croissante de jeunes en éducation pourrait expliquer en partie cette chute. L'écart entre hommes et femmes s'est maintenu, avec 48,9 % des femmes employées en 2006, contre 49,6 % en 1996. Les chiffres comparables pour les hommes ont été de 75,7 % en 1996 et 74,4 % en 2006.

L'écart d'activité entre les sexes est une autre indication des chances limitées qu'ont les femmes d'accéder au monde du travail. En 2006, 52,4 % de toutes les femmes d'âge actif étaient soit à la recherche d'un travail, soit au travail — ce que mesurent les taux de participation. Ce taux représentait 0,6 point de pourcentage de moins qu'il y a 10 ans. Ce changement mineur reflète deux tendances divergentes : une augmentation de la participation du groupe d'âge intermédiaire et une diminution de la participation des jeunes. Ce phénomène tient à une participation accrue des femmes à l'éducation, ce qui devrait évidemment améliorer leurs chances sur le marché du travail. Chez les hommes, les taux d'activité ont baissé de 80,5 % en 1996 à 78,8 % en 2006. Cette tendance à la baisse est observée dans toutes les régions.

En 2006, la part du secteur des services dans l'emploi mondial est passée de 39,5 à 40 pour cent, dépassant pour la première fois le secteur agricole, dont la part dans l'emploi mondial a décliné de 39,7 à 38,7 pour cent. L'industrie représentait quant à elle 21,3 pour cent de l'emploi dans le monde.

L'évolution du marché du travail décrite ci-dessus résulte non seulement des mutations socio-

économiques à long terme, mais aussi des tendances de la croissance économique. Selon les dernières estimations du FMI,⁴ la production mondiale n'a cessé de croître, au rythme vigoureux de 5,2 % en 2006. La productivité du travail à l'échelle mondiale (mesurée selon la production par travailleur⁵) s'est accrue de 3,4 % en 2006, soit une amélioration par rapport à 2005. Le PIB ne peut croître que si les gens travaillent de manière plus efficace (rehaussant ainsi la productivité) ou s'ils sont plus nombreux à travailler. Une fois de plus, comme on l'a observé pendant les 10 dernières années, la croissance économique a été associée davantage à une hausse de la productivité qu'à une progression de l'emploi. Une telle tendance n'est pas forcément menaçante pour les travailleurs si la hausse de la productivité entraîne celle des revenus, ce qui n'est pas toujours le cas.

Les disparités régionales que cachent ces tendances mondiales sont importantes, raison pour laquelle ce *Résumé* des tendances mondiales de l'emploi présente la performance et les principaux défis du marché du travail dans chaque région.

Afrique subsaharienne

Bien des pays d'Afrique subsaharienne ont vu s'améliorer leurs indicateurs économiques ces dernières années : l'inflation atteint des creux historiques, la plupart des distorsions du taux de change ont été éliminées et les déficits budgétaires diminuent. Mais, ces avancées n'entraînent pas encore la stabilisation des taux de croissance du PIB ou des taux de croissance par habitant, ni même l'amélioration des conditions du marché du travail.

S'agissant de la croissance économique, la région a connu une année assez bonne, le PIB affichant une expansion estimée à 4,8 % en 2006⁶. Néanmoins, les résultats sont restés contrastés, plusieurs pays faisant des progrès remarquables, certains stagnants et d'autres étant gravement à la traîne. Entre 1996 et 2006, sur les 42 pays de la région dont les données sont disponibles, 19 ont maintenu une croissance annuelle du PIB supérieure à 4 % et 12 ont eu une croissance inférieure à 2 %. Les 11 autres ont enregistré entre 2 et 4 %.

(ICTM), quatrième édition, Genève 2005. Pour les détails méthodologiques sur le calcul des estimations mondiales et régionales, voir

<http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/wrest.htm>. La liste des groupements régionaux était indiquée dans BIT, ICTM, op. cit.

⁴ Voir la note 2.

⁵ Pour un examen détaillé de la productivité, voir BIT, *Rapport sur l'emploi dans le monde 2004-05*, Genève 2005, ainsi que BIT, *Indicateurs clés du marché du travail (ICTM)*, quatrième édition, Genève 2005.

⁶ Voir la note 2.

En matière de productivité du travail, l'Afrique subsaharienne a été à la traîne des autres régions. La valeur ajoutée par travailleur est 13 fois inférieure à celle d'un travailleur du monde développé. D'après une publication récente de la Banque mondiale⁷, la productivité des entreprises les plus performantes d'Afrique subsaharienne est comparable à celle de leurs concurrentes d'Asie. Mais il existe encore de trop nombreuses économies africaines à faible taux de productivité, voire sans hausse de productivité. Cela signifie qu'elles glissent rapidement en deçà des niveaux compétitifs à l'échelle mondiale. C'est l'une des raisons majeures pour lesquelles l'Afrique a perdu ses parts de marché globales sur ses exportations traditionnelles.

La productivité du travail ne cesse de croître depuis une dizaine d'années dans l'ensemble de la région. La hausse a été plus forte qu'au Moyen-Orient et Afrique du Nord et qu'en Amérique latine et Caraïbes, et équivalente à celle d'Asie du Sud-Est. Mais l'écart avec les autres régions est en train de se creuser. Si la main-d'oeuvre en croissance rapide en Afrique est sans doute un atout, la région n'a pas été en mesure d'en tirer parti au même degré que les autres régions du monde, surtout l'Asie. Au cours des 10 dernières années, l'emploi total a progressé de 26,7 %, une progression toutefois inférieure à celle observée dans d'autres régions riches en emplois. En même temps, la population d'âge actif a grimpé de 30,1 %. En conséquence, l'emploi a augmenté en Afrique, mais pas assez rapidement pour coïncider avec la hausse de la population en âge de travailler. Qui plus est, les gains de productivité n'ont pas contribué à réduire la pauvreté au travail. Cela donne à penser que l'amélioration de la qualité de l'emploi est faible et très inégalement répartie.

Le nombre total de chômeurs s'est accru de 969 000 personnes (ou 3,4 %) en 2006 et de 35,3 % sur les 10 dernières années. Le taux de chômage est resté presque inchangé à 9,8 %, soit 0,6 point de pourcentage de plus qu'il y a 10 ans. La pauvreté au travail n'a cessé également de croître à la fois selon le critère de 1 dollar EU par jour et celui de 2 dollars EU par jour. De plus, on n'a observé qu'une baisse graduelle de la proportion de

travailleurs pauvres dans l'emploi total. Par ailleurs, en 2006, plus de huit personnes sur 10 n'ont pas gagné de revenus suffisants pour franchir avec leur famille le seuil de 2 dollars EU par jour ; et cinq personnes sur 10 n'ont pas été en mesure de s'affranchir avec leur famille de la pauvreté extrême selon le critère de 1 dollar EU par jour.

L'absence de progrès dans la réduction de la pauvreté au travail, conjuguée au nombre croissant de chômeurs, a entraîné la hausse de la pauvreté globale⁸. Elle reflète le double défi auquel l'Afrique est confrontée. Avec une forte croissance démographique et un énorme déficit de travail décent, une croissance à deux chiffres s'impose pour créer effectivement **un plus grand nombre d'emplois de meilleure qualité**.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord reste la région du monde qui affiche le plus fort taux de chômage (12,2 % en 2006, même niveau qu'en 2005) et le plus faible ratio emploi-population (47,3 % en 2006, contre 47,0 % en 2005). La région a aussi le plus faible taux de participation (53,9 % en 2006 et 53,6 % en 2005). Cela tient au fait que les chances y sont limitées pour les femmes, une femme sur trois seulement étant active sur le marché du travail (le taux d'activité des femmes était de 29,5 % en 2006). En outre, parmi les femmes actives, 17,0 % étaient au chômage en 2006 et 24,5 % seulement de la population féminine en âge de travailler avaient effectivement un emploi en 2006. La situation est encore pire pour les femmes jeunes (15-24 ans), avec un taux de chômage de 32,2 %, un taux d'activité de 25,4 % et un ratio emploi-population de 17,2 %. Bien que tous les indicateurs se soient améliorés ces 10 dernières années, beaucoup reste à faire pour assurer l'égalité sur les marchés du travail.

Même si la région affiche un faible taux de pauvreté au travail par rapport aux autres régions en développement, surtout d'après le critère de 1 dollar EU par jour, une personne employée sur trois vit dans une famille dont chaque membre doit survivre

⁷ Banque mondiale, *African Development Indicators 2006*, Washington, 2006

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRIC/AEXT/EXTPUBREP/EXTSTAT/AFR/0,,contentMDK:21102598~menuPK:3083981~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:824043,00.html>

⁸ Certains pays d'Afrique subsaharienne tels que le Burkina Faso, le Cameroun, le Cap-Vert, le Ghana, le Mozambique, le Sénégal et l'Ouganda ont affranchi un fort pourcentage de leur population de la pauvreté et sont sans doute bien lancés pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concernant la pauvreté monétaire, qui consiste à réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015, selon un rapport de la Banque mondiale (voir la note 7).

avec moins de 2 dollars EU par jour. De plus, le nombre total s'est accru depuis les années 1990. La proportion de travailleurs pauvres a baissé sur la même période, mais pas au même degré que dans d'autres régions.

Les taux de chômage chroniquement élevés et l'absence de progrès dans la réduction de la pauvreté au travail attestent que la croissance économique n'est pas assez rapide au regard de la croissance démographique. Alors que le PIB a progressé de 6,1 % en 2006, sa croissance moyenne sur les 10 dernières années ne dépasse que légèrement 4,5 % par an. Cependant, c'est à la fois la croissance anémique et le mauvais fonctionnement du marché du travail et des institutions de ce marché qui entravent la réduction du chômage, de la pauvreté, de la pauvreté au travail et, partant, le processus de développement. Un autre facteur qui explique la création d'emplois réside dans le fait que l'on mise sur la production pétrolière pour promouvoir la croissance économique alors que ce secteur n'a pas une très forte intensité de main-d'œuvre.

Au demeurant, les nouvelles de la région ne sont pas toutes mauvaises. Une étude récente de la Banque mondiale⁹ a révélé un phénomène étonnant : l'absence de réduction de pauvreté monétaire¹⁰ n'entrave pas le développement humain au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les indicateurs de la santé et de l'éducation se sont nettement améliorés. Ainsi, entre 1985 et 2000, le taux d'alphabétisation a grimpé de 47 % à 69 %, le taux de mortalité infantile a chuté de 108 pour mille à 46 pour mille, et le nombre moyen d'années de scolarisation est passé de 3,2 à 5,4. Selon l'étude de la Banque mondiale, ces gains tiennent à une combinaison de facteurs tels que la hausse des dépenses privées et l'amélioration de la prestation des services de santé et d'éducation. Ceci est encourageant et donne à penser que, même en cas de stagnation des revenus, il est possible d'améliorer les résultats en matière de santé et d'éducation en privilégiant la prestation des services publics — sans accroître les dépenses publiques sociales.

⁹ F. Iqbal: *Sustaining Gains in Poverty Reduction and Human Development in MENA* (Washington, Banque mondiale, 2006) http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/MENA_EXT/0,,contentMDK:20895471~pagePK:146736~piPK:146830~theSitePK:256299,00.html.

¹⁰ La pauvreté monétaire est celle qui résulte de l'absence de revenu; elle est mesurée par le nombre de personnes vivant en dessous d'un certain niveau monétaire.

Le fait que la pauvreté monétaire n'ait guère reculé dans les années 1990 malgré ces gains remarquables traduit une incapacité de transformer l'amélioration du capital humain en productivité accrue et, partant, en hausse des revenus. Au cours des dix dernières années, la productivité mesurée en termes de production par personne employée a augmenté de moins de 9 %, comparativement à une moyenne mondiale de presque 26 %. Seules l'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré des taux inférieurs. C'est un signe de la croissance à forte intensité de main-d'œuvre qui caractérise la région. Il n'empêche que la croissance économique n'a pas été suffisante pour créer assez d'emplois. En même temps, à cause de la faible productivité, bien des emplois créés ont été d'une si mauvaise qualité qu'ils n'ont pas aidé les pauvres à s'affranchir de la pauvreté avec leurs familles.

Que faire pour améliorer la situation?

- Les dispositifs de sécurité sociale dans la région et les institutions du marché du travail nécessitent des améliorations considérables. Les mesures requises pourraient comprendre l'assurance chômage, l'emploi temporaire dans les travaux publics, et la microfinance.
- La croissance doit être accélérée, en veillant particulièrement à promouvoir l'absorption de la main-d'œuvre dans le secteur privé.
- En privilégiant la qualité de l'éducation à tous les niveaux et rehaussant l'accès des pauvres aux services de santé, on devrait améliorer davantage le capital humain.
- Il faudrait améliorer la qualité et la pertinence de la main-d'œuvre sur le marché du travail pour faire face à la rude concurrence mondiale.
- Il est nécessaire d'utiliser le potentiel inexploité des femmes en général et des jeunes femmes en particulier.
- Il importe de promouvoir la diversification économique pour rendre les économies moins tributaires de la production pétrolière.

Toutes ces mesures sont essentielles au développement futur de la région.

Amérique latine et Caraïbes

Les tendances légèrement positives du marché du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes¹¹ ces dernières années résultent en partie de trois

¹¹ L'analyse pour l'Amérique latine est largement inspirée de BIT, *Panorama Laboral*, Lima, 2005 et 2006, <http://www.oitchile.cl/panorama.php>.

années consécutives de croissance économique supérieure à 4 %. Le taux de chômage a baissé de façon marginale, de 8,1 % à 8 % en 2006¹², niveau à peu près égal à celui observé il y a 10 ans. Le ratio emploi-population n'a guère changé en 2006, mais s'est accru de 1,8 points de pourcentage durant la dernière décennie. Cela tient surtout à un ratio emploi-population beaucoup plus élevé chez les femmes, ratio qui est passé de 41,5 % en 1996 à 47,0 % en 2006. Cette progression de l'emploi des femmes dans la population d'âge actif est allée de pair avec une hausse sensible du taux d'activité des femmes. En effet, la participation des femmes a grimpé de 46,1 % en 1996 à 52,4 % en 2006. (Dans le même temps, les ratios emploi-population et les taux d'activité des hommes ont légèrement baissé.) Les tendances positives du marché du travail se traduisent aussi par un recul de la pauvreté au travail. Le nombre total et la proportion de personnes qui travaillent mais vivent encore dans la pauvreté avec leurs familles ont baissé au regard des critères de 1 dollar EU par jour et de 2 dollars EU par jour, après avoir atteint un sommet en 2003. Toujours est-il qu'en 2006, près du tiers des personnes employées faisait partie d'un ménage dont chacun des membres vivait avec moins de 2 dollars EU par jour.

Bien qu'il soit encourageant de constater une certaine stabilité du chômage, la contraction de l'écart entre les taux de participation et les ratios d'emploi des hommes et des femmes ainsi que la baisse de la pauvreté au travail, le taux de chômage reste largement supérieur à la moyenne mondiale de 6,3 %. Le chômage des femmes, qui dépasse 10 %, est particulièrement préoccupant et pourrait décourager l'activité des femmes à l'avenir. Pour cette raison, la création d'emplois demeure un souci majeur pour les pouvoirs publics. Toutefois, et c'est le cas dans toutes les régions en développement, il n'est pas question de créer n'importe quel type d'emplois, mais des emplois décents. L'expérience montre que la croissance économique doit être forte et soutenue et qu'elle doit être bien équilibrée entre la création d'emplois et la croissance de la productivité pour réduire effectivement les déficits d'emplois décents. Pourtant, ces 10 dernières années, la croissance économique dans la plupart

des pays de la région a été atone et instable. Sur la même période, l'augmentation de la productivité du travail a été la plus faible de toutes les régions : 5 % seulement.

Outre l'instabilité de la croissance de l'économie et de la productivité, la région est confrontée à d'autres défis majeurs :

- l'emploi non agricole continue d'être concentré dans les secteurs de l'économie caractérisés par la faiblesse de la productivité et des salaires, et surtout dans le secteur des services, avec une protection sociale insuffisante. D'après une analyse réalisée pour *Panorama Laboral* en 2005, les pays ayant le plus fort pourcentage de travailleurs employés dans le secteur informel étaient la Colombie, l'Équateur, le Paraguay et le Pérou (près de 60 %), tandis que ceux ayant la plus faible proportion étaient le Costa Rica (41,8 %), le Panama (41,6 %) et l'Uruguay (37,7 %). L'analyse montre également qu'entre 2000 et 2004, l'emploi dans le secteur informel s'est nettement accru dans la plupart des pays sur lesquels des informations sont disponibles.
- L'inégalité des revenus est profondément enracinée et encore exceptionnellement élevée malgré les changements apportés aux politiques économiques. L'on estime qu'elle mine le développement de trois façons principales. Premièrement, l'inégalité des revenus va de pair avec l'inégalité d'accès à l'éducation, à la santé et au pouvoir politique. Deuxièmement, en Amérique latine, l'inégalité entraîne une pauvreté généralisée : deux latino-américains sur cinq sont pauvres, même si la plupart d'entre eux vivent dans des pays «à revenu intermédiaire». Troisièmement, il a été démontré qu'une forte inégalité entrave la croissance en concentrant l'épargne et l'investissement entre les mains d'une infime minorité. D'après l'étude de la Banque mondiale¹³, l'inégalité en Amérique latine est due essentiellement à l'interaction de quatre facteurs : l'accès à l'éducation est inégal ; les revenus des personnes instruites sont disproportionnellement élevés ; les pauvres ont plus d'enfants avec lesquels ils doivent partager leur revenu ; le ciblage des dépenses publiques est inefficace.

¹² Les différences au niveau des données publiées dans *Panorama Laboral*, publication annuelle du BIT, tiennent au fait que ces données couvrent uniquement les zones urbaines, tandis que les données publiées dans les *Tendances mondiales de l'emploi* couvrent l'ensemble du pays.

¹³ Banque mondiale : *Inequality in Latin America & the Caribbean: Breaking with History?* Washington 2003, voir le site : <http://wbi0018.worldbank.org/LAC/LAC.nsf/ECADocByUnid/4112F1114F594B4B85256DB3005DB262?OpenDocument>.

En somme, bien que la croissance économique régionale récente ait entraîné l'amélioration des principaux indicateurs du marché du travail, un déficit considérable de travail décent persiste. Pour y remédier, il importe d'intégrer les politiques économiques et sociales. À cet égard, il est essentiel de concilier la nécessité de promouvoir la compétitivité et l'efficacité et l'impératif de protection sociale.

Asie de l'Est

Pour la cinquième année consécutive, les économies d'Asie de l'Est¹⁴ affichent une croissance du PIB supérieure à 8 %. Ce résultat est sous-tendu par la performance de la Chine, dont la croissance a dépassé 10 %. La bonne tenue des exportations a été une caractéristique commune qui a étayé la vigoureuse activité économique dans toute la région. L'amélioration des finances publiques et la réduction de la dette publique dégagent aussi un espace budgétaire permettant d'accroître les dépenses publiques, ce qui pourrait être bénéfique à la région à travers des investissements accrus dans les infrastructures et les services sociaux¹⁵. Malgré cette forte expansion économique, le nombre total de chômeurs a augmenté davantage en 2006 qu'en 2005. Mais la différence a été mineure, le taux de chômage restant presque inchangé à 3,6 %.

Le ratio emploi-population a fléchi légèrement en 2006 pour s'établir à 71,6 %, mais il demeure le plus élevé au monde. La baisse de ce ratio au cours des 10 dernières années résulte principalement du fait qu'un plus grand nombre de jeunes reçoivent une éducation plus poussée et de meilleure qualité. Ceci explique également en partie la baisse du taux d'activité en 2006 et durant la décennie écoulée. Ces tendances ont été confirmées par une forte baisse de la pauvreté et de la pauvreté au travail. Les estimations actuelles indiquent que le nombre de personnes qui travaillent en Asie de l'Est, mais vivent avec leurs familles avec moins de 2 dollars

EU par jour a chuté à 347 millions (44,2 % des travailleurs en activité) en 2006.

En raison de la faiblesse et de la stabilité des taux de chômage, de la croissance démographique modérée et des perspectives de croissance positive à court terme, il est probable que les marchés du travail demeurent stables en 2007. Cependant, l'Asie de l'Est étant en passe de devenir une région à revenu intermédiaire, de nouveaux défis se poseront — surtout en ce qui concerne la gestion de sa richesse fraîchement acquise. Malgré une intégration réussie à l'économie mondiale et une intégration régionale croissante, de nombreux pays d'Asie de l'Est sont à la traîne en matière d'intégration nationale. L'inégalité s'est accrue, non seulement en ce qui concerne les niveaux de revenus, mais aussi dans la scolarisation et l'accès aux services de base. Le développement des marchés du travail sera un élément important pour faire face à ces nouveaux défis et pour réduire davantage les déficits de travail décent. Les principaux enjeux en matière de travail décent dans la région sont les suivants :

- malgré la diminution de la main-d'oeuvre jeune, 232 millions de jeunes ont besoin d'être bien préparés pour devenir les moteurs de la croissance future. Le succès à cet égard dépend de l'amélioration des compétences et d'une transition harmonieuse de l'école au travail. Si l'on ne saisit pas cette occasion pour mieux préparer les jeunes au monde du travail et en faire des citoyens actifs, cela pourrait créer une désillusion généralisée et des tensions sociales. Ceci est particulièrement crucial eu égard à la faible croissance démographique dans la région, les pénuries de main-d'oeuvre et la nécessité de travailleurs très instruits pouvant revêtir une importance cruciale à l'avenir¹⁶.
- La croissance des salaires est à la traîne des gains de productivité. En Chine par exemple, la productivité du travail dans le secteur manufacturier a grimpé de 170 % entre 1990 et 1999, alors que les salaires réels ont progressé d'un peu moins de 80 %.
- L'amélioration des autres composantes du travail décent ne suit pas le rythme du développement

¹⁴ L'analyse pour cette région et pour d'autres régions de l'Asie est largement inspirée de BIT, *Report for the 14th Asian Regional Meeting on decent work in Asia*, Republic of Korea, 2006,

<http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/rgmeet/14asrm/dgresu/its01-05.pdf>, et de BIT, *Report on Labour and Social Trends in Asia and the Pacific*, Bangkok, 2006,

<http://www.ilo.org/public/english/region/asro/bangkok/14arm/download/labour.pdf>.

¹⁵ Banque mondiale, *East Asia Update, November 2006*, Washington 2006.

¹⁶ Pour en savoir plus sur les problèmes spécifiques des jeunes en Asie de l'Est, voir BIT, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, 2006,

<http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/download/gety06fr.pdf>. Voir aussi la note 11.

économique. Le nombre moyen d'heures de travail est plus élevé que dans d'autres régions, dépassant 50 heures par semaine dans certains pays ; la santé et la sécurité au travail ainsi que les droits des travailleurs n'ont pas connu des avancées significatives ; le dialogue social entre travailleurs, employeurs et pouvoir publics ne s'est pas matérialisé partout, loin s'en faut.

- Les femmes ont plus de difficultés que les hommes sur le marché du travail, comme en témoignent leurs faibles taux de participation et le fait qu'elles sont moins nombreuses à travailler dans les secteurs modernes.

Asie du Sud-Est et Pacifique

Depuis la crise financière de 1997-98, les économies de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique¹⁷ ont connu un ralentissement de la croissance par rapport aux années antérieures. En 2006, le PIB régional s'est accru de 5,4 %. Dans la région, le Pacifique affiche les plus mauvais résultats économiques. En plus de la forte expansion de la main-d'oeuvre et à la mauvaise performance du marché du travail, le niveau de vie s'est détérioré dans de nombreuses îles-États du Pacifique. En Asie du Sud-Est, le Cambodge et le Vietnam ont enregistré la plus forte croissance du PIB, le taux annuel moyen dépassant 6 % sur les 10 dernières années. L'essor du PIB cambodgien tient à la vigueur de la production agricole, du secteur touristique et des exportations de vêtements. L'expansion économique du Vietnam continue d'être stimulée par la bonne tenue des investissements privés et de la demande intérieure.

Le ratio emploi-population régional a baissé de 67,5 à 66,1 % entre 1996 et 2006. Pendant la même période, le taux de chômage en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique s'est nettement accru, de 2,8 points de pourcentage. Heureusement, cette tendance ne s'est pas poursuivie en 2006 et le taux de chômage étant demeuré à 6,6 %. Malgré des hausses persistantes depuis la crise financière asiatique, le chômage global reste assez faible par rapport aux autres régions du monde. Pourtant, certaines économies ne se sont pas encore entièrement remises de la crise tandis que d'autres s'efforcent de passer d'une économie planifiée à une économie de marché. Ainsi, d'anciennes entreprises publiques ont licencié à tour de bras, accentuant la nécessité pour le secteur privé de créer des emplois.

La baisse de l'investissement privé dans la période ultérieure à la crise a également un impact négatif sur la région¹⁸.

Ces facteurs ont entraîné un déficit croissant de travail décent qui freine les efforts de réduction de la pauvreté. En l'absence de dispositifs efficaces de protection sociale et de filets de sécurité sociale, la plupart des habitants de l'Asie du Sud-Est ne peuvent se permettre de travailler ouvertement. Même quand ils travaillent — sans relâche — leurs revenus ne sont pas suffisants pour échapper à la pauvreté : en 2006, 56,9 % des travailleurs de la région étaient incapables de s'affranchir avec leurs familles de la pauvreté à 2 dollars EU par jour.

En Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, des progrès seront essentiels dans cinq domaines pour parvenir au travail décent :

- trouver le juste équilibre entre la croissance de la productivité et la création d'emplois décents.
- Promouvoir l'emploi décent pour les jeunes.
- Gérer les migrations de travailleurs.
- Adapter et moderniser la gestion du marché du travail.
- Étendre les dispositifs de protection sociale.

Le potentiel de croissance économique en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique dans les années à venir ne suffira pas à retrouver le niveau de développement d'avant la crise financière. Pour éviter la hausse du chômage, les pays d'Asie du Sud-Est doivent créer de nouvelles possibilités d'emploi et s'attaquer à la pauvreté au travail.

Asie du Sud

L'Asie du Sud¹⁹ reste confrontée au défi d'une main-d'oeuvre croissante, qui augmente au rythme élevé de 2,1 % par an depuis une dizaine d'années. Entre 2005 et 2006, l'emploi s'est accru de 11,7 millions. Par rapport à d'autres régions, le taux de participation en Asie du Sud est relativement faible (59,7 %), mais cela tient surtout à la grande disparité entre hommes (82,2 %) et femmes (36,0 %). La situation des femmes est d'autant plus grave que, malgré leur faible taux d'activité, elles courent plus que les hommes le risque de chômer : en 2006, le taux de chômage des femmes était de 6,2 %, contre 4,9 % chez les hommes. En outre, durant la dernière décennie, le taux de chômage des femmes s'est accru, passant de 4,9 à 6,2 %. En

¹⁸ FMI, *Regional Economic Outlook, Asia and Pacific*, Washington, mai 2006, pp. 33-42, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2006/eng/01/areo0506.pdf>.

¹⁹ Voir la note 14.

¹⁷ Voir la note 14.

comparaison, le chômage des hommes n'a augmenté que légèrement, de 4,2 à 4,9 %.

Les pays d'Asie du Sud diffèrent de leurs homologues du reste de l'Asie du fait qu'ils sont généralement moins intégrés aux marchés mondiaux. Ils sont encore largement tributaires de l'agriculture et, partant, des conditions climatiques et de la demande de produits agricoles. Le secteur agricole représente plus de la moitié de l'emploi total, niveau plus élevé que dans toutes les autres régions, hormis l'Afrique subsaharienne. Par ailleurs, bon nombre de nouveaux emplois créés en dehors du secteur agricole en Asie du Sud se retrouvent dans le secteur informel et ne sont pas forcément de meilleure qualité que les emplois agricoles.

De manière générale, l'emploi en Asie du Sud ne progresse pas aussi rapidement que la population d'âge actif. Pendant les 10 dernières années, le ratio emploi-population, déjà l'un des plus faibles au monde, a baissé de 58,4 à 56,5 %. Conjugué à la hausse du taux de chômage (de 4,4 % en 1996 à 5,2 % en 2006), cela signifie que la création d'emplois a été insuffisante pour absorber la main-d'œuvre croissante²⁰. Toutefois, à l'instar de toutes les régions en développement, le chômage ici n'est que la pointe de l'iceberg. Malgré la forte baisse de la pauvreté au travail dans la région — surtout en Inde — à 87,2 %, le nombre de travailleurs pauvres à 2 dollars EU par jour est encore très élevé.

La croissance du PIB en Asie du Sud reste vigoureuse, même si elle a fléchi de 8,2 % en 2005 à 7,9 % en 2006. On prévoit que cette modération de la croissance persistera en 2007²¹. Cependant, les taux de croissance considérables des dernières années ont permis d'avancer dans la résolution des principaux problèmes des marchés du travail dans la région:

- les taux d'alphabétisation de la population adulte sont encore très faibles (par exemple, 57,2 % en Inde)²². La promotion de l'éducation et de la formation contribuerait à accroître les possibilités d'emplois et la productivité du travail et permettrait à la population d'échapper à la pauvreté par le travail, favorisant ainsi une croissance économique durable²³.

- La protection sociale est un élément clé du travail décent. Le défi est de réaliser un juste équilibre entre la flexibilité, la stabilité et la sécurité des conditions de travail sur des marchés dynamiques.
- Dans la région, les jeunes sont sous-utilisés et présentent un potentiel énorme. En 2006, ils avaient 2,8 fois plus de chances de chômer que les adultes et affichaient un faible taux d'activité de 47,1 %. La baisse de ce taux ces dernières années ne peut s'expliquer qu'en partie par les longues années d'éducation. Beaucoup de jeunes — et surtout de jeunes femmes — sont tout simplement trop découragées de participer au marché du travail et restent donc à la maison. En outre, les normes sociales empêchent la participation des jeunes femmes. Tous ces facteurs accentuent la pression exercée sur les soutiens de famille.
- La faiblesse des salaires va souvent de pair avec les mauvaises conditions de travail, le manque de protection sociale et l'absence d'avantages sociaux tels que le congé maladie et les congés payés. Ces mauvaises conditions de travail sont préjudiciables au développement.

La région ne peut établir des bases solides pour le développement que si elle tire parti de la croissance économique pour créer des emplois décents.

Europe centrale et de l'Est (hors UE) et CEI

Malgré la forte croissance économique récente, les marchés du travail en Europe centrale et de l'Est (hors UE) et dans la Communauté des États indépendants (CEI)²⁴ sont encore caractérisés par le fort taux de chômage résultant de la transition par rapport au système communiste. Dans l'ensemble de la région, le chômage a baissé de 9,7 % il y a 10 ans à 9,3 % en 2006, niveau légèrement inférieur à celui de 2005. L'ex-République yougoslave de Macédoine a enregistré le taux le plus élevé : 37,3 % en 2005. De nombreux chômeurs sont des jeunes en quête d'un premier emploi et qui, même s'ils réussissent à accéder au marché du travail, sont souvent confrontés à la précarité et à l'emploi à court terme. Le taux de chômage des jeunes s'est établi à 18,6 % en 2006. Dans la plupart des pays, le

²⁰ J. Felipe et R. Hasan, *Labour Markets in Asia* (New York, Banque asiatique de développement, 2006).

²¹ Voir la note 2.

²² UNESCO, Institut de statistique, 2005.

http://www.uis.unesco.org/ev_en.php?ID=2867_201&ID2=DO TOPIC

²³ D. Kucera et R. Sarna: *Child labour, education and export performance*, Document de travail n° 52, Département de l'intégration des politiques, (Genève, BIT, 2004), p.27.

http://www.ilo.org/public/english/bureau/integration/download/publicat/4_3_302_wp-52.pdf

²⁴ Étant donné que le présent *Résumé* des Tendances mondiales de l'emploi porte sur la période allant jusqu'à la fin 2006, la Bulgarie et la Roumanie ont été maintenues dans cette région malgré le fait qu'elles sont devenues membres de UE en janvier 2007.

chômage des jeunes est plus élevé chez les femmes que chez les hommes²⁵.

Il n'est pas étonnant que les forts taux de chômage chroniques de la région déclenchent de vastes flux d'émigration. Bien des travailleurs qui ont perdu leurs emplois à cause des restructurations et les nombreux jeunes qui n'ont jamais pu trouver d'emploi ont émigré vers l'Ouest pour en chercher. En particulier, dans les pays d'Europe du Sud-Est comme la Bulgarie, le niveau de l'émigration est un souci croissant en raison de l'exode de nationaux très qualifiés. L'on estime que ce phénomène réduit les capacités de développement économique à long terme. L'émigration clandestine est encore plus préoccupante, y compris le trafic y afférent, qui reflète souvent la situation difficile du marché du travail²⁶.

Les taux de participation dans la région sont en baisse depuis le début du processus de transformation. Dans la plupart des pays d'Europe centrale et de l'Est et de la CEI, les taux d'activité économique ont diminué tant pour les hommes que pour les femmes, les hommes étant souvent les plus touchés. De plus, le ratio emploi-population a chuté de 54,8 % en 1996 à 53,0 % en 2006.

Une tendance régionale positive réside dans la baisse sensible de la pauvreté au travail, qui s'est établie à 10,5 % en 2006 selon le critère de 2 dollars EU par jour, contre 33 % il y a 10 ans. Ceci indique que la reconstruction a entraîné la création de nouveaux emplois dont la qualité était au moins assez élevée pour que les travailleurs échappent à la pauvreté avec leurs familles.

En 2006, le taux de croissance du PIB de 6,3 % en Europe centrale et de l'Est et dans la CEI dépassait de nouveau les 3 % enregistrés dans les économies développées et l'Union européenne. La Roumanie et la Bulgarie ont connu des tendances économiques encourageantes. En préparant leur adhésion à l'UE en 2007, les deux économies sont devenues plus productives et stables. Les pays de la CEI ont affiché un déclin économique beaucoup plus marqué et plus long après la chute de l'empire soviétique que ceux d'Europe centrale et de l'Est. Toutefois, depuis 1999, la reprise a été vigoureuse

dans toute la région, le taux de croissance passant de 2,4 % en 1999 à 6,3 % l'année dernière²⁷.

Les principaux défis de l'Europe centrale et de l'Est (hors UE) et des pays de la CEI consistent à remédier aux taux de chômage élevés et aux faibles taux d'emploi pour mieux bénéficier du potentiel de la population en âge de travailler. Cela ne sera possible que si les politiques macroéconomiques sont propices à l'investissement et à la création d'emplois et si le marché du travail et les politiques sociales contribuent à l'inclusion, surtout des jeunes, et à la réduction de la pauvreté.

Économies développées et Union européenne

Les indicateurs du marché du travail pour les économies développées et l'Union européenne confirment la tendance positive des dernières années. Le nombre de chômeurs et le taux de chômage ont baissé, respectivement à 30,1 millions et 6,2 % en 2006, contre 32,9 millions et 6,8 % en 2005. Dans le même temps, l'emploi a progressé de plus de 5 millions et le ratio emploi-population est passé de 56,7 % à 56,4 %.

Néanmoins, les disparités au niveau national ont été considérables. Le chômage reste supérieur à 7,5 % dans plusieurs pays : Italie, République tchèque, Finlande, Estonie, Allemagne, France, Grèce, Israël, Lettonie, Espagne, Lituanie, Slovaquie et Pologne. Dans certains pays, des groupes spécifiques ont moins bénéficié de l'amélioration des tendances. Par exemple, les jeunes ont encore beaucoup plus de mal à décrocher un premier emploi. Le taux de chômage des jeunes représente en moyenne plus du double de celui des adultes. De plus, les chômeurs à long terme et moins qualifiés peinent davantage à trouver du travail. Enfin, la plupart des économies de la région n'ont pas encore assuré l'égalité entre hommes et femmes sur le marché du travail.

Par ailleurs, on observe une grande tendance positive, à savoir la forte baisse du taux de chômage dans les nouveaux pays membres de l'UE au cours des deux dernières années (sauf en Hongrie). Cela tient à plusieurs facteurs, notamment : la croissance phénoménale du PIB due à l'intensification des échanges entre anciens et nouveaux pays membres, ainsi que la hausse des investissements venant des anciens pays membres et non membres de l'UE qui cherchent à tirer parti des faibles coûts de

²⁵ BIT, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, 2006, et <http://www.unece.org/stats/trends2005/employment.htm>

²⁶ BIT, *Rapport de la Septième Réunion régionale européenne, Rapport du Directeur général sur la coopération dans un environnement en mutation*, Volume II, Budapest, 2005. <http://www.ilo.org/public/french/standards/reim/rmeet/7erm/dgrepv01.pdf>

²⁷ Voir la note 2.

production ; les changements structurels qui se sont poursuivis depuis la chute du régime soviétique commencent peut-être enfin à porter des fruits ; les réformes du marché du travail ; l'émigration vers les vieux pays membres de l'UE, qui atténue la pression exercée sur les marchés du travail locaux. Mais cela pourrait créer des problèmes à la longue, cet exode de la main-d'oeuvre pouvant avoir un impact négatif sur la croissance à long terme²⁸.

En général, deux tiers de la population en âge de travailler sont présents sur le marché du travail, occupant ou cherchant un emploi. Les taux d'activité ont diminué légèrement au cours des 10 dernières années. Cela indique qu'il existe un important potentiel d'intégrer les travailleurs en rendant le marché du travail plus accueillant. C'est particulièrement vrai pour les femmes, les jeunes et les personnes qui se découragent après des années de chômage.

En matière de performance économique, la plupart des pays de la région ont connu une longue période de croissance non inflationniste malgré l'envolée des prix du pétrole et des produits de base. À l'origine de cette tendance positive, la modération persistante des salaires a permis à la fois de stabiliser les prix et d'accroître sensiblement les bénéfices. Ce résultat harmonieux a été légèrement perturbé récemment. Aux États-Unis, on observe des signes de pressions inflationnistes et de tensions sur le marché du travail, tandis que l'investissement immobilier accuse une forte baisse après une longue période d'essor dans la construction résidentielle. Toutefois, dans l'ensemble de la région, il y a encore des signes de surchauffe généralisée. Plutôt qu'un ralentissement majeur, l'économie mondiale est sans doute confrontée à un rééquilibrage entre les régions, la croissance ralentissant aux États-Unis et au Japon et s'accéléralant en Europe.

Bien que les perspectives à court terme soient relativement bonnes, les marchés du travail de la région pourraient connaître des difficultés dans un avenir proche. En raison du vieillissement de la population, il importe de créer un plus grand nombre d'emplois rémunérés si les pouvoirs publics doivent préserver les niveaux de vie et les systèmes

de protection sociale. On peut le faire en renonçant à des politiques qui dissuadent les gens de travailler et les entreprises de recruter et en faisant plus d'efforts pour améliorer les compétences des travailleurs. En outre, compte tenu de la rapidité des progrès technologiques et de la mondialisation, il est d'autant plus important pour les travailleurs de la région d'être prêts et capables de s'adapter rapidement aux changements et à une concurrence plus rude. Les travailleurs jeunes ont encore 2,4 fois plus de risques de se retrouver au chômage que les adultes. C'est un gaspillage de potentiel que les sociétés ne peuvent pas se permettre à long terme. Il est urgent d'accorder une attention accrue à ce groupe pour s'assurer qu'il entame sa vie professionnelle dans de bonnes conditions. Enfin, il faudrait s'attacher à remédier au chômage à long terme, au chômage élevé des femmes, ainsi qu'aux faibles taux d'activité des femmes sur le marché du travail. Les gouvernements devraient développer les opportunités de travail décent pour tous les hommes et les femmes, en fournissant des services de « réemploi » efficaces, des conseils, de la formation et des encouragements financiers. Par ailleurs, les bénéficiaires de ces prestations doivent prendre des mesures pour chercher du travail et améliorer leur employabilité.

Conclusion

Cette analyse montre que malgré les disparités entre les régions et dans les régions, il existe un certain nombre de dénominateurs communs. Les jeunes ont plus de difficultés sur les marchés du travail que les adultes ; les femmes n'ont pas accès aux mêmes possibilités que les hommes ; le manque de travail décent reste généralisé ; le potentiel d'une population n'est pas toujours pleinement utilisé en raison d'une insuffisance du développement du capital humain ou d'une disparité entre l'offre et la demande sur les marchés du travail. De nos jours, l'on s'accorde généralement à penser que le travail décent est le seul moyen durable de réduire la pauvreté, raison pour laquelle l'objectif de « plein emploi productif et de travail décent » sera intégré aux objectifs du Millénaire pour le développement en 2007. Par conséquent, il est temps pour les gouvernements et pour la communauté internationale de s'assurer que la situation économique favorable dans la plupart des régions du monde se traduise par une croissance des emplois décents.

²⁸ Les pénuries de travailleurs qualifiés sont déjà de plus en plus signalées dans les nouveaux pays membres de l'UE. Elles concernent principalement les techniciens, « cols bleus » ou « cols blancs ». C'est ainsi que l'on assiste à un exode croissant de travailleurs des pays non membres et des nouveaux pays membres plus pauvres vers les nouveaux pays membres plus riches.

Appendice

Tableau 1. **Chômage dans le monde, 1996, 2001, 2003-2006* (millions)**

Année	1996	2001	2003	2004	2005	2006*
Total	161.4	185.2	188.9	192.7	194.7	195.2
Hommes	94.7	108.3	110.2	112.5	113.2	113.4
Femmes	66.7	76.9	78.7	80.2	81.5	81.8

Source: BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, 2006; voir aussi la Note technique dans BIT, Tendances mondiales de l'emploi (Genève, 2005) et pour plus de détails techniques sur les estimations mondiales et régionales, voir <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/wrest.htm>. Les différences par rapport aux estimations antérieures sont attribuables aux révisions des estimations du FMI en matière de croissance du PIB utilisées dans le modèle, ainsi qu'aux révisions des informations sur le marché du travail utilisées. Ces dernières sont tirées de BIT, Indicateurs clés du marché du travail, 4e édition, Genève (2005). *Les estimations pour 2006 sont préliminaires.

Tableau 2. **Taux d'activité, 1996, 2001, 2003-2006***

Année	1996	2001	2003	2004	2005	2006*
Total	66,7	66,1	65,8	65,7	65,6	65,5
Jeunes	58,2	55,7	54,7	54,5	54,3	54,2
Adultes	69,7	69,6	69,5	69,5	69,4	69,3

Source: BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, 2006; voir aussi la note du tableau 1. *Les estimations pour 2006 sont préliminaires.

Tableau 3. **Indicateurs du marché du travail**

Région	Variation du taux de chômage (points de pourcentage)	Taux de chômage (%)			Taux de croissance du PIB (%)			Ratio emploi-population (%)		Croissance annuelle de la main-d'oeuvre (%)	Croissance annuelle du PIB (%)
	2001-2006*	1996	2005	2006*	2005	2006*	2007 ^p	1996	2006*	1996-2006*	1996-2006*
Monde	-0.2	6.1	6.4	6.3	4.9	5.2	4.9	62.6	61.4	1.6	4.1
Économies développées et Union européenne	-0.4	7.8	6.8	6.2	2.5	3.0	2.6	55.9	56.7	0.7	2.6
Europe centrale et de l'Est (hors UE) et CEI	-0.5	9.7	9.4	9.3	6.4	6.3	6.1	54.8	53.0	0.3	4.3
Asie de l'Est	-0.3	3.7	3.5	3.6	9.2	9.2	9.1	75.1	71.6	0.9	8.2
Asie du Sud-Est et Pacifique	0.7	3.7	6.6	6.6	5.8	5.4	5.7	67.5	66.1	2.2	4.1
Asie du Sud	0.2	4.4	5.2	5.2	8.2	7.9	7.2	58.4	56.5	2.1	6.1
Amérique latine et Caraïbes	-0.5	7.9	8.1	8.0	4.3	4.7	4.2	58.5	60.3	2.4	3.0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-1.1	13.0	12.3	12.2	5.5	6.1	5.5	44.9	47.3	3.5	4.6
Afrique subsaharienne	-0.4	9.2	9.7	9.8	5.6	4.8	5.9	68.8	67.0	2.5	4.0

Source: BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, 2006; FMI, Perspectives de l'économie mondiale, septembre 2006; voir aussi la note du tableau 1. *Les estimations pour 2006 sont préliminaires ; p = projections.

Tableau 4. Indicateurs de la pauvreté au travail

Année	1996	2001	2006*	1996	2001	2006*
	(millions)	(millions)	(millions)	Proportion de l'emploi total (%)	Proportion de l'emploi total (%)	Proportion de l'emploi total (%)
Travailleurs pauvres vivant avec moins de 1 \$ EU par jour						
Monde	594.6	578.6	507.0	24.0	21.7	17.6
Europe centrale et de l'Est (hors UE) et CEI	12.4	10.3	3.5	7.5	6.2	2.1
Asie de l'Est	145.0	147.0	95.0	20.3	19.6	12.1
Asie du Sud-Est et Pacifique	37.4	30.9	29.6	17.0	12.7	11.1
Asie du Sud	250.8	222.3	196.9	53.8	43.2	34.4
Amérique latine et Caraïbes	22.9	27.4	27.2	12.1	12.7	11.3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2.6	3.4	3.5	3.0	3.3	2.8
Afrique subsaharienne	123.5	137.3	151.3	57.3	56.9	55.4
Travailleurs pauvres vivant avec moins de 2 \$ EU par jour						
Monde	1'354.7	1'394.1	1'367.8	54.8	52.2	47.4
Europe centrale et de l'Est (hors UE) et CEI	54.5	51.4	18.0	33.0	31.0	10.5
Asie de l'Est	442.9	412.6	347.2	61.9	55.0	44.2
Asie du Sud-Est et Pacifique	142.3	148.4	151.6	64.7	61.2	56.9
Asie du Sud	425.0	458.8	498.2	91.1	89.1	87.2
Amérique latine et Caraïbes	67.3	72.4	74.5	35.4	33.6	30.9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	35.8	40.5	42.8	41.3	39.5	34.7
Afrique subsaharienne	186.3	209.5	235.5	86.5	86.8	86.3

Source: BIT, *Trends Working Poverty Model*. Pour plus d'informations sur la méthodologie d'estimation, voir S. Kapsos, "Estimating growth requirements for reducing working poverty: Can the world halve working poverty by 2015?" Employment Strategy Paper, n° 14 (Genève, BIT, 2004); disponible sur le site: <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/download/esp14.pdf> Les différences par rapport aux estimations antérieures sont attribuables aux révisions des estimations du FMI en matière de croissance du PIB utilisées dans le modèle, ainsi qu'aux révisions des informations sur le marché du travail utilisées. *Les estimations pour 2006 sont préliminaires.

Tableau 5. Répartition sectorielle de l'emploi

Agriculture	Emploi sectoriel en pourcentage de l'emploi total				Emploi des femmes en pourcentage de l'emploi total dans le secteur
	Année	1996	2004	2005	2006*
Monde	43.1	40.5	39.7	38.7	41.6
Économies développées et Union européenne	5.2	3.5	3.3	3.2	35.1
Europe centrale et de l'Est (hors UE) et CEI	26.2	23.2	22.7	22.0	44.1
Asie de l'Est	54.0	51.5	50.3	48.3	47.8
Asie du Sud-Est et Pacifique	51.0	48.1	48.1	47.0	42.3
Asie du Sud	59.3	54.1	52.8	51.7	36.3
Amérique latine et Caraïbes	23.2	19.3	19.3	18.8	21.0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	29.7	30.0	30.5	29.7	32.3
Afrique subsaharienne	68.1	65.2	63.4	63.0	43.7
Industrie					
Monde	21.4	20.6	20.8	21.3	32.1
Économies développées et Union européenne	28.5	24.9	24.3	24.2	23.0
Europe centrale et de l'Est (hors UE) et CEI	27.9	27.3	27.5	27.7	31.9
Asie de l'Est	25.2	24.0	24.6	25.8	42.3
Asie du Sud-Est et Pacifique	16.4	17.3	17.3	17.8	36.4
Asie du Sud	15.4	17.7	18.2	18.8	27.4
Amérique latine et Caraïbes	20.3	20.0	19.6	19.8	28.9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	21.7	22.4	22.5	22.9	12.6
Afrique subsaharienne	9.0	8.6	8.7	8.8	26.7
Services					
Monde	35.5	38.9	39.5	40.0	42.2
Économies développées et Union européenne	66.4	71.6	72.4	72.7	52.3
Europe centrale et de l'Est (hors UE) et CEI	45.8	49.5	49.8	50.3	52.5
Asie de l'Est	20.7	24.5	25.1	25.8	40.0
Asie du Sud-Est et Pacifique	32.7	34.6	34.6	35.2	44.6
Asie du Sud	25.3	28.2	28.9	29.5	17.6
Amérique latine et Caraïbes	56.5	60.6	61.1	61.4	49.2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	48.6	47.6	47.0	47.4	25.5
Afrique subsaharienne	22.9	26.2	27.9	28.2	46.1

Source: BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, 2006; voir aussi la note du tableau 1. *Les estimations pour 2006 sont préliminaires.